



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Bien concerné

Immeuble :	Ensemble immobilier
Adresse :	Cité Administrative de Melun – Bâtiment A, 3 pré Chamblain
Code postal :	77010
Ville :	Melun
Périmètre du DTA :	Ensemble immobilier en R+6 et un niveau de sous-sol

Date de création et mise à jour

Date :	Objet :
10/04/2019	Mise à jour du Dossier Technique Amiante réalisé par SADEL – Julien Philippe <ul style="list-style-type: none">○ Intégration du rapport de repérage complémentaire (éléments extérieurs)○ Prise en compte des travaux de retraits réalisés
25/04/2006	<ul style="list-style-type: none">○ Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante réalisé par SADEL

SOMMAIRE

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	1
(DTA)	1
Date de création et mise à jour.....	1
Date :.....	1
Objet :	1
10/04/2019.....	1
25/04/2006.....	1
1. Préambule	3
2. Historique	4
3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage.....	5
4. Liste des matériaux et produits de la liste A détectés (flocages, calorifugeages et faux-plafonds).....	5
5. Liste des matériaux et produits de la liste B détectés (et autres matériaux contenant de l'amiante).....	5
6. Liste des matériaux et produits ayant fait l'objet de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires.....	7
7. Rapports de repérage et autres documents.....	7
Compléter le DTA (éléments extérieurs).....	7
Plan de retrait.....	7
Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante	7
Diagnostic amiante.....	7
8. Plans ou croquis.....	8
9. Fiche récapitulative amiante.....	15
10. Recommandations générales de sécurité.....	15
ANNEXES – Fiche Récapitulative Rapports de repérage et autres documents	18
Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de compléter le dossier technique amiante.....	18
État de conservation.....	18
Plan de retrait.....	18
Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante	18

1. Préambule

Le Dossier Technique Amiante (DTA) est issu de la mise en œuvre des obligations édictées par les articles R1334-14 à R1334-29-9 du code de la santé publique. Il est établi conformément aux dispositions réglementaires du décret 2011-629 du 03 juin 2011. Il fournit l'essentiel des informations amiante disponibles suivant le périmètre du dossier.

Le dossier technique amiante comprend les informations et documents suivants :



- Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante.
- Le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre.
- Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets.
- Une fiche récapitulative.

Il est tenu à jour et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

Ce dossier technique amiante est à disposition notamment des occupants, salariés, entreprises ou toute autre personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux contenant de l'amiante. Les documents listés (§ Rapports de repérage et autres documents / § Plans / § Recommandations générales de sécurité / § Fiche récapitulative amiante) font partie intégrante du dossier technique amiante et doivent être joints en annexe.

2. Historique

Tableau récapitulatif de l'ensemble des actions/rapports ayant trait aux matériaux amiantés

Date	Evénement	Zone concernée	Intervenant
10/04/2019	Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de compléter le dossier technique amiante	Extérieurs	Sadel – Julien Philippe
	Périmètre du repérage : Liste A & B Locaux non visités : néant Résultat : Matériaux et produits contenant de l'amiante repérés : <ul style="list-style-type: none"> - Conduit horizontal et rectangulaire en fibres ciment ; R-1 – Chaufferie (visible sur la façade du bâtiment) - Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment, 2 unités ; Toiture - Mitron en fibres ciment, 1 unité ; Toiture Commentaire : <ul style="list-style-type: none"> -  Allèges en amiante ciment déposées, absence : plan de retrait, bordereaux de suivi de déchets amiantés, rapport d'examens visuels 		
12/09/2016	Plan de retrait	Sous-sol - Chaufferie	Hanny
	Périmètre du repérage : Sans objet Locaux non visités : Sans objet Référence rapport : GH du 12/09/2016 Commentaire : <ul style="list-style-type: none"> - Retrait de tresses amiantées sur porte de brûleurs (4 unités) - Retrait de joints de brides sur canalisation (8 mètres linéaires) Remarques : <ul style="list-style-type: none"> o  Pas de rapport d'examen visuel ni de bordereaux de suivi de déchets d'amiante 		
25/04/2006	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante	Ensemble du bâtiment	SADEL – M. Moussayan
	Périmètre du repérage : Listes A et B Locaux non visités : néant Référence rapport : 9612762 Commentaire : RAS		
20/07/2000	Diagnostic amiante	Ensemble du bâtiment	SADEL – M. Zimon
	Périmètre du repérage : Listes A et B Locaux non visités : néant Référence du rapport : DA 9611288 CITE ADMINISTRATIVE DE MELUN – BATIMENT A du 20/07/2000 Résultat : Présence d'allèges en amiante ciment (prélèvement) sur la façade du bâtiment Commentaire : RAS		

3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

L'ensemble des locaux indiqués au niveau de la partie « Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué » a été visité, à l'exception des éventuels locaux listés ci-dessous et restants donc à visiter :

Bâtiment	Niveau	Locaux non visités
Sans objet		

4. Liste des matériaux et produits de la liste A détectés (flocages, calorifugeages et faux-plafonds)



La liste ci-dessous est établie sur les informations contenues dans les rapports d'investigation disponibles à la date de mise à jour du présent DTA : modalités d'investigation, catégorie de matériaux repérés ...

Date du repérage	Matériau	Localisation du matériau ou produit	Présence amiante	Critère	Observation	Résultat de la grille d'évaluation	Mesure obligatoire associée
Sans objet							

L'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

5. Liste des matériaux et produits de la liste B détectés (et autres matériaux contenant de l'amiante)



est établie sur les informations contenues dans les rapports d'investigation disponibles à la date de mise à jour du présent DTA : modalités d'investigation, catégorie de matériaux repérés ...

La liste ci-dessous

Date du repérage	Matériau	Localisation du matériau ou produit	Présence amiante	Critère	Observation	Etat de conservation	Type de recommandation
27/03/2019	Conduit horizontal et rectangulaire en fibres ciment	R-1 - Chaufferie	Oui	Jugement de l'opérateur	Ventilation sanitaires, sort en façade	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé, ponctuelle, risque faible d'extension de la dégradation	EP
27/03/2019	Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment	Toiture	Oui	Jugement de l'opérateur	Cheminement (partie basse) non connu	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé, ponctuelle, risque faible d'extension de la dégradation	EP
27/03/2019	Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment	Toiture	Oui	Jugement de l'opérateur	Cheminement (partie basse) non connu	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé, ponctuelle, risque faible d'extension de la dégradation	EP
27/03/2019	Mitron en fibres ciment	Toiture	Oui	Jugement de l'opérateur		Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé, ponctuelle, risque faible d'extension de la dégradation	EP

Généralités :

EP : évaluation périodique ;

a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

AC1 : action corrective de premier niveau ;

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : action corrective de second niveau

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

6. Liste des matériaux et produits ayant fait l'objet de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

La liste ci-dessous détaille les matériaux amiantés ayant fait l'objet de travaux de retrait, de confinement ou de mesures conservatoires

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)
Tresses sur porte de brûleurs (4 unités)	R-1 - Chaufferie	Retrait	2016	Hanny	Absence de document, uniquement plan de retrait
Joint de brides sur canalisation (8 mètres linéaires)	R-1 - Chaufferie	Retrait	2016	Hanny	Absence de document, uniquement plan de retrait
Allège en amiante ciment	Façades	Retrait	Non communiqué (Estimé en 2006)	Non communiqué	Absence de document

7. Rapports de repérage et autres documents

Vous trouverez ci-après la liste des rapports de repérage et autres documents constituant le dossier (annexes comprises).

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
9615047	10/04/2019	Sadel	J. Philippe	Compléter le DTA (éléments extérieurs)
GH du 12/09/2016	12/09/2016	Hanny	-	Plan de retrait
9612762	25/04/2006	Sadel	M. Moussayan	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante
9611288	20/07/2000	Sadel	M. Zimon	Diagnostic amiante

Les documents disponibles à la date de la mise à jour du présent DTA sont annexé en fin de document

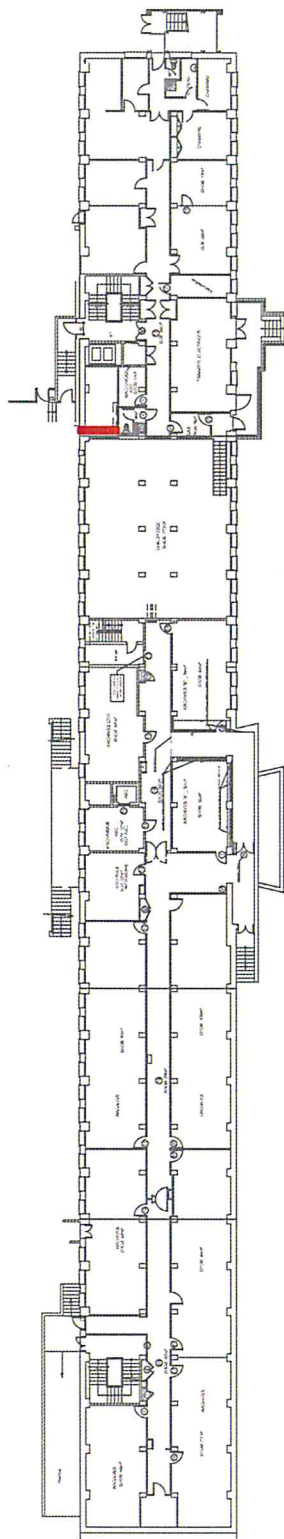
8. Plans ou croquis

Vous trouverez ci-après, en complément des documents et rapports, les principaux éléments permettant de localiser rapidement les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Cette annexe contient 7 pages de plans

LEGENDE

- | | | |
|---|--|-------------------------|
| Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'armature) | Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment | Mitron en fibres ciment |
| Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'armature) | Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment | |



Plan sans échelle

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE		N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 Rue Montsquireu 92000 NANTERRE
Plan : BAT A-RDC B	Réalisé le : 09/05/2019		
Par : LEFRANCOIS Janis	Indice : A		

ADRESSE:
Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM
3 prô Chamblin
77010 MELUN

CLIENT:
SADEL INGENIERIE
336 Rue Montesquieu
92000 NANTERRE



S.A.D.E.L.
INGENIERIE

SADEL INGERIERIE
36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

LEGENDE

⊖

Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)

⊕

Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)

□

Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment

□






Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment

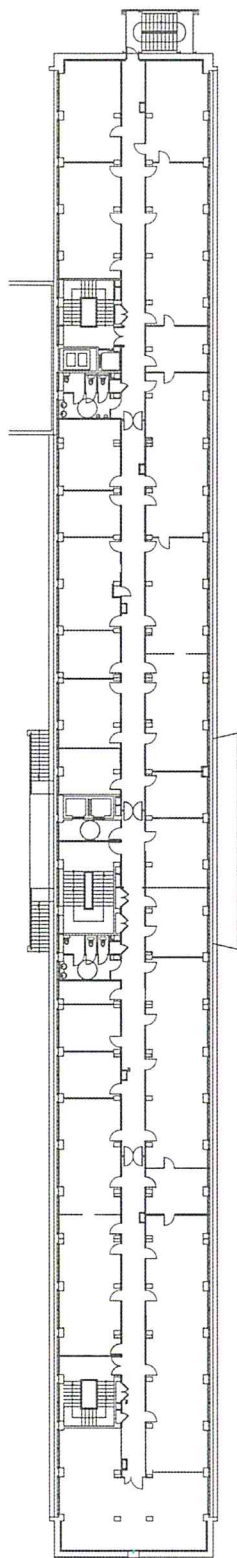
+

Miroir en fibres ciment

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE			
Plan : BAT A-RDC H	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 rue de la République 92000 NANTERRE
Par : LEFRANCOIS Iannis	Index : A		
Plan sans échelle Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage		ADRESSE: Cité administrative de Neuilly - Bat A.B.C et RIAM 36 rue de la République 92000 NANTERRE	
		<div><div><div>SADEL INGENIERIE</div><div>SADEL INGENIERIE</div></div><div>3640 rue Montesquieu 92000 NANTERRE</div></div>	

LEGENDE

- | | |
|---|---|
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'armature) |
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'armature) |
|  | Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment |
|  | Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment |
|  | Mitron en fibres ciment |



Plan sans échelle

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

Plan : BAT A-R+1	Réalisé le : 09/05/2019
Par : LEFRANCOIS Ianis	Indice : A

N° AFFAIRE: AFF 150-748






CLIENT:
SADEL INGENIERIE
36 Rue Montesquieu
92000 NANTERRE

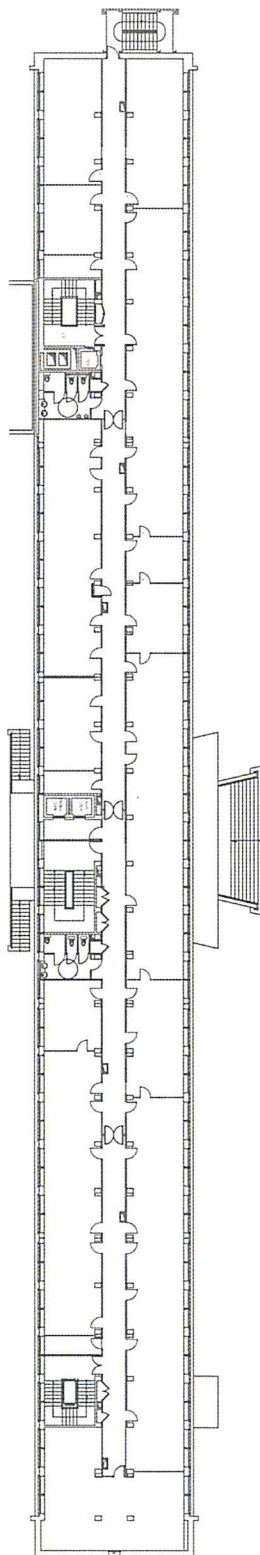
ADRESSE:
Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM
3 pré Chamblin
77010 MELUN






SADEL INGERIERIE
36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

LEGENDE






- | | |
|---|--|
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante) |
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante) |
|  | Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment |
|  | Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment |
|  | Mitron en fibres ciment |

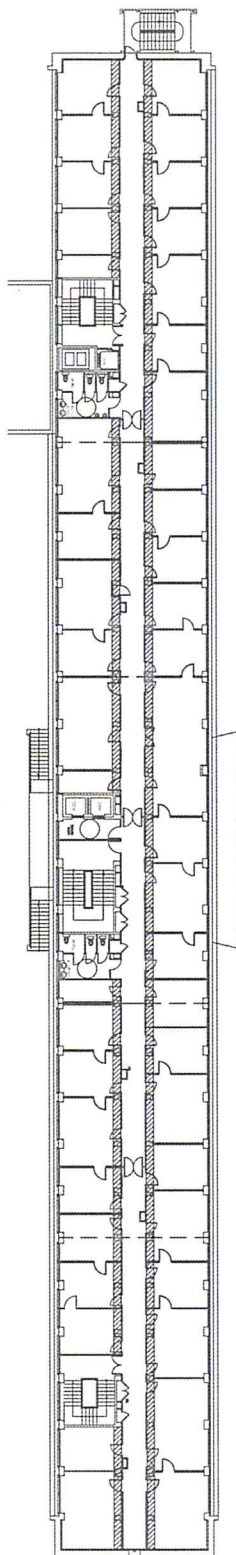


Plan sans échelle

 		REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE		 SADEL INGERIERIE 36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE	
Plan : BAT A-R+2	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE	ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM 3 pr4 Chamblin 77010 MELUN	
Par : LEFRANCOIS Ianis	Indice : A				

LEGENDE


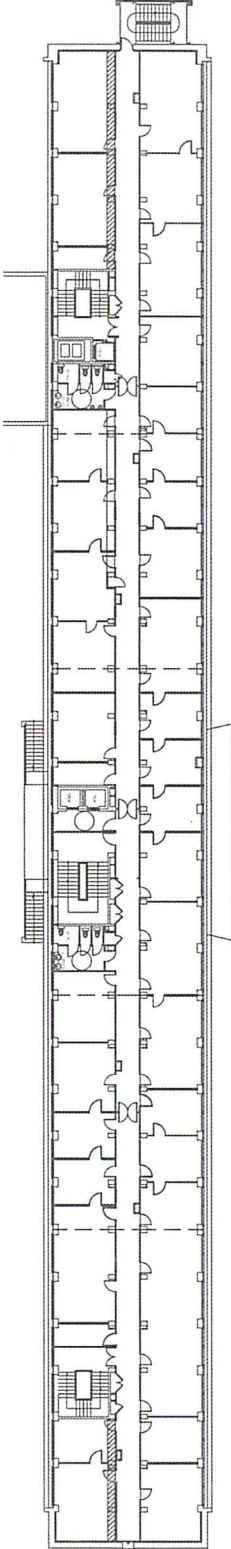
- | | |
|---|--|
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante) |
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante) |
|  | Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment |
|  | Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment |
|  | Mât en fibres ciment |



Plan sans échelle

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

Plan : BAT A-R+3	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT: SADEL INGENIERIE 38 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE	ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A.B.C et RIAM 3 rue Chamblin 77010 MELUN
Par : LEFRANCOIS Ianis	Indice : A			

<div>Plan : BAT A-R+4</div> <div>Par : LEFRANCOIS Ianis</div>		<div>Réalisé le : 09/05/2019</div> <div>Indices : A</div>		<div>N° AFFAIRE: AFF 150-748</div>		<div>CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE</div>		<div>ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et FIAM 3 prs Chamblin 77010 MELUN</div>		<div><div>SADEL INGENIERIE 3640 rue Montesquieu 92000 NANTERRE</div></div>	
<div>REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE</div>											
<div>Plan sans échelle</div> <div>Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage</div>											
<div><div>LEGENDE</div><div><div><div>⊖</div><div>Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)</div></div><div><div>⊕</div><div>Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)</div></div><div><div>□</div><div>Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment</div></div><div><div>□</div><div>Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment</div></div><div><div>+</div><div>Miroir en fibres ciment</div></div></div><div></div></div>											

LEGENDE

⊖

Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)

⊕

Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)

▭

Couduit horizontal rectangulaire en fibres ciment

▭

Couduit vertical et rectangulaire en fibres ciment

+

Maison en fibres ciment

Plan : BAT A- Toiture Et Extérieurs

Par : LEFRANCOIS Ianis

Réalisé le : 09/05/2019

Indices : A

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

CLIENT:

SADEL INGENIERIE
36 Rue Montesquieu
92000 NANTERRE

N° AFFAIRE: AFF 150-748

ADRESSE:

Cité administrative de Melun - Bat A.B.C et RIAM
3 prô Chamblin
77010 MELUN

SADEL INGENIERIE

SADEL INGENIERIE

36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage

Plan sans échelle

9. Fiche récapitulative amiante

La présente fiche récapitulative est la dernière synthèse du dossier technique amiante et constitue l'état amiante mentionné à l'article L.1334-13 à fournir, au plus tard à la date de toute promesse de vente ou d'achat, lors d'une transaction immobilière.

En annexe du présent document

10. Recommandations générales de sécurité

Afin de limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante, vous trouverez ci-après les dernières recommandations générales de sécurité à respecter.

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires).

Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires.

D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).

Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

9. Fiche récapitulative amiante

La présente fiche récapitulative est la dernière synthèse du dossier technique amiante et constitue l'état amiante mentionné à l'article L.1334-13 à fournir, au plus tard à la date de toute promesse de vente ou d'achat, lors d'une transaction immobilière.

En annexe du présent document

10. Recommandations générales de sécurité

Afin de limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante, vous trouverez ci-après les dernières recommandations générales de sécurité à respecter.

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires).

Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires.

D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).

Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129.

Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles <http://www.inrs.fr>.

Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptible de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans.

Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité.

Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ANNEXES – Fiche Récapitulative Rapports de repérage et autres documents

ANNEXE 1 : Fiche Récapitulative

ANNEXE 2 :

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
9615047	10/04/2019	Sadel	J. Philippe	Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de compléter le dossier technique amiante

ANNEXE 3 :

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
9615047	10/04/2019	Sadel	J. Philippe	État de conservation

ANNEXE 4 :

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
GH	12/09/2016	Hanny		Plan de retrait

ANNEXE 5 :

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
9612762	25/04/2006	SADEL	M. Moussayan	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante

ANNEXE 6 :

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
9611288	20/07/2000	SADEL	M. Zimon	Diagnostic amiante